



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Situation internationale

Question au Gouvernement n° 1698

Texte de la question

SITUATION INTERNATIONALE

Mme la présidente . La parole est à M. Bruno Fuchs.

M. Bruno Fuchs . Le G7 qui vient de s'achever à Évian a été un moment fort du dialogue entre grandes puissances démocratiques et la France y a réaffirmé avec force son engagement pour une paix durable et un multilatéralisme renforcé. Plus de cent ans après le traité de Versailles de 1919, qui avait l'ambition de construire un ordre international fondé sur le dialogue, le président Trump a ratifié un accord de cessez-le-feu bilatéral entre l'Iran et les États-Unis.

Monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, pensez-vous que cet accord soit de nature à créer les conditions d'une paix durable, alors qu'il ne règle pas des questions essentielles comme le nucléaire iranien, la circulation dans le détroit d'Ormuz et surtout les causes profondes des tensions régionales, notamment la question du Liban et celle, centrale, du désarmement du Hezbollah ? S'agissant du Liban, au bord de l'effondrement, comment la France jouera-t-elle son rôle historique de médiatrice ? En tout état de cause, cet accord risque d'entériner une situation internationale plus dégradée qu'avant le début de la guerre. Pouvez-vous nous dire comment la France et l'Europe entendent peser dans les négociations afin d'obtenir un accord de paix équilibré et durable ?

Le président de la République l'a rappelé : le multilatéralisme n'est pas un choix, c'est une nécessité. Pensez-vous que le président Macron a fait comprendre au président Trump l'impasse dans laquelle nous mènent les politiques nationalistes, fondées sur une vision unilatérale et les rapports de force entre États ? Comment la France, forte de son expérience diplomatique, envisage-t-elle de convaincre les États-Unis de s'engager à nouveau dans un cadre commun ? Enfin, dans ce contexte incertain, quels leviers la France et l'Union européenne vont-elles actionner pour préserver nos intérêts stratégiques dans les domaines de l'énergie, de l'économie, du pouvoir d'achat et de la souveraineté industrielle ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Dem.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères . Vous l'avez rappelé, la France a accueilli le sommet du G7 il y a quelques jours. Cette année s'est révélée un très bon millésime puisque pour la première fois depuis le retour du président Trump à la Maison-Blanche, un accord a été trouvé sur des déclarations communes en soutien à l'Ukraine et sur la situation au Proche et au Moyen-Orient. Au-delà des crises, les pays du G7 et les partenaires que nous avons invités se sont accordés sur la manière de répondre ensemble et de manière coordonnée à des enjeux qui nous concernent tous : les minerais critiques, les cancers pédiatriques, le virus Ebola – nous avons mobilisé une aide internationale de 1 milliard d'euros en soutien à la région des Grands Lacs –, l'intelligence artificielle, la protection des mineurs, la lutte contre le narcotrafic et le trafic de migrants. Par ailleurs, c'est à l'issue de ce G7 que le président des États-Unis a signé, non pas un traité, mais

un mémorandum d'entente mettant fin aux hostilités, ouvrant une phase de négociation de soixante jours, parallèlement à la réouverture du détroit d'Ormuz, et prévoyant l'encadrement du programme nucléaire iranien.

Dans ce contexte, la France sera particulièrement attentive à trois éléments. Le premier est le sort du Liban, pays frère, entraîné dans cette guerre contre son gré par le Hezbollah et aujourd'hui occupé en partie par les forces armées israéliennes. Il est indispensable que le calme revienne, que les hostilités cessent, que le désarmement du Hezbollah commence et que l'armée israélienne se retire en restituant à l'État libanais le contrôle plein et entier de son intégrité territoriale. Le deuxième sujet est le programme nucléaire iranien, qui doit être strictement encadré car il touche à nos intérêts de sécurité. Le troisième est la restauration sans entrave et sans blocage du détroit d'Ormuz. J'ai échangé en ce sens avec mon homologue qatarien lundi, à Lucerne, à l'issue des négociations. Je lui ai indiqué que la France envisagera le moment venu d'approuver la levée des sanctions contre l'Iran et qu'elle sera, dans cette perspective, attentive à ces trois sujets. *(Applaudissements sur les bancs du groupe Dem.)*

Mme la présidente . Chers collègues, je vous informe que nous accueillerons le G7 parlementaire du 10 au 12 septembre prochains.

M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique . Très bien !

Données clés

Auteur : [M. Bruno Fuchs](#)

Circonscription : Haut-Rhin (6^e circonscription) - Les Démocrates

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1698

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 24 juin 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 24 juin 2026